

Résistance structurelle micro économique des exploitations agricoles (RSME)

Ludovic Paul

▶ **To cite this version:**

Ludovic Paul. Résistance structurelle micro économique des exploitations agricoles (RSME) : Étude de la localisation et des caractéristiques micro économiques des exploitations agricoles françaises multi spécialisées de très grande taille. 2017. hal-01883734

HAL Id: hal-01883734
https://enpc.hal.science/hal-01883734

Submitted on 28 Sep 2018

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Résistance structurelle micro économique des exploitations agricoles (RSME)

Étude de la localisation et des caractéristiques micro économiques des exploitations agricoles françaises multi spécialisées de très grande taille

Rapport de la mission professionnelle pour le Mastère spécialisé PAPDD, année universitaire 2016-2017.
Pour le compte du service analyse et fonctions transversales et multi filières (AFTM) de FranceAgriMer

Ludovic PAUL

Sous la responsabilité de Patrick AIGRAIN, chef du service AFTM, et encadré par Jean-Christophe BUREAU, enseignant-chercheur à AgroParisTech

Depuis plusieurs décennies, les exploitations agricoles françaises ont tendance à se concentrer dans des structures de plus grande taille et à davantage se spécialiser. En parallèle, les accords conclus dans le cadre de l'organisation mondiale du commerce et les évolutions successives de la politique agricole commune ont fait tomber des dispositifs de soutien économique qui protégeaient l'agriculture européenne jusque dans les années 90 [5]. En conséquence, les exploitations agricoles sont de plus en plus exposées aux risques, notamment au risque prix. Dans ce contexte, Cordier et al. expliquent que la diversification des productions agricoles est un des leviers de gestion du risque [13].

A ce titre, dans le cadre de ses travaux sur la résistance structurelle micro économique des exploitations agricoles, FranceAgriMer a observé que le nombre d'exploitations agricoles de très grande taille (plus de 200 k€ de production brute standard) et multi spécialisées (disposant d'au moins 3 ateliers agricoles différents, de taille suffisante pour être visibles par les marchés), dites « multi TGE[1] », a augmenté entre les recensements agricoles 2000 et 2010, et ce à contre courant de la tendance à la spécialisation des structures [3]. Plus de 12 000 exploitations sont concernées en France. FranceAgriMer fait l'hypothèse que ces exploitations, dont les productions sont diversifiées, gèrent mieux les risques. Alors que le débat sur les outils de gestion des risques bat son plein en Europe en préparation de la politique agricole commune post 2020, ma mission professionnelle a permis de poursuivre l'exploration de cette hypothèse par la localisation et l'analyse des résultats économiques de ces exploitations.

Approche cartographique : quelle est la structure des multi TGE, où se situent-elles et contribuent-elles significativement à l'économie agricole locale?

La mission professionnelle a consisté dans un premier temps à caractériser la structure et à localiser sur le territoire national les 12 000 exploitations multi TGE. Les données du recensement agricole 2010 indiquent que ces exploitations comprennent au moins l'un des ateliers "grande culture", "bovin"

[1] TGE pour « très grande exploitation »

(lait ou viande), "granivore" (porc ou volaille) et/ou "spécialité animale" (ex : canard pour foie gras). De plus, 90% de ces exploitations n'associent que 3 ateliers. L'association des ateliers "grande culture" et "bovin" domine ce type d'exploitation (2/3 des multi TGE associent ces 2 ateliers). La structure la plus fréquemment observée combine les 3 ateliers "grande culture", "bovin lait" et "bovin viande" (plus de 4 000 exploitations).

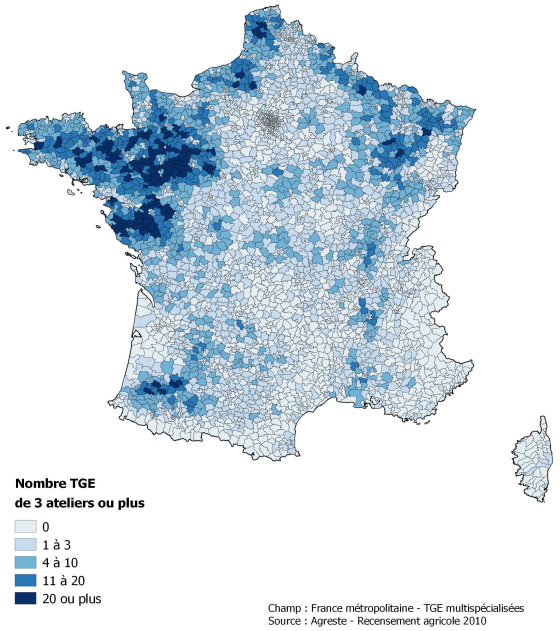


Figure 1 : Carte du nombre de multi TGE par canton

Ces exploitations sont localisées (figure 1) essentiellement dans le quart Nord-Ouest du pays (Bretagne, Normandie, Pays de la Loire, Pas de Calais) et, plus ponctuellement, dans le Grand-Est (Lorraine et Vosges) et dans le Sud-Ouest (Landes et Gers). De plus, l'analyse des ateliers agricoles présents sur le territoire a permis de classer les cantons en 15 zones agricoles et d'identifier les productions dominantes et secondaires présentes sur ces zones. Ainsi, les localités des exploitations multi TGE correspondent essentiellement à des zones agricoles d'élevage bovin (surtout lait) et granivore (dominante porc en Bretagne et volaille chair dans les autres zones), voire de grande culture (pour ce qui concerne le pôle de multi TGE identifié dans le Sud-Ouest).

Enfin, une première évaluation des contributions des différents types de structures aux spéculations agricoles (c'est-à-dire aux principales productions agricoles en valeur) observées sur chacune des 15 zones semble indiquer que les exploitations multi TGE contribuent de manière significative, voire majoritaire à ces spéculations là où l'agriculture ne bénéficierait pas d'atouts économiques particuliers (ex : on identifie moins de multi TGE dans les bassins de production fromagère ou viticole sous appellation). Dans ces zones, les produits agricoles accéderaient à des marchés "classiques", davantage soumis aux fluctuations des prix à la production.

Approche micro économique : l'étude des revenus agricoles fait-elle ressortir une meilleure résistance des exploitations multi TGE aux fluctuations des marchés agricoles?

Dans un second temps, la mission a permis d'analyser les données du réseau d'information comptable agricole (RICA) France pour étudier les chroniques de revenus agricoles sur la période allant de 2003 à 2013 (données disponibles dans les bases de FranceAgirMer). Pour cela, le revenu agricole a été assimilé au résultat courant avant impôt (RCAI) de l'exploitation.

Les comparaisons des revenus moyens (figure 2) et des dispersions de revenus (figure 3) des différentes structures d'exploitations mono (1 atelier) et multi spécialisées de très grande taille (avec ou sans les principaux ateliers grande culture, bovin et granivore) traduisent, pour les multi TGE une forme de résistance par amortissement des fluctuations inter annuelles et par une plus grande prévisibilité de revenu dans le temps et quelle que soit la composition en ateliers.

De plus, la probabilité d'un résultat négatif est la plus faible pour ce type d'exploitations. Néanmoins, tous les types d'exploitations agricoles ont vu leur revenu se dégrader nettement en 2009, année suivant le déclenchement de la dernière crise économique mondiale. En effet, une étude des conjonctures sur la base des rapport Agreste a montré qu'avant 2009, les conjonctures sur les ate-

liers grande culture, bovin et granivores étaient complémentaires mais qu'elles ont toutes été mauvaises en 2009.

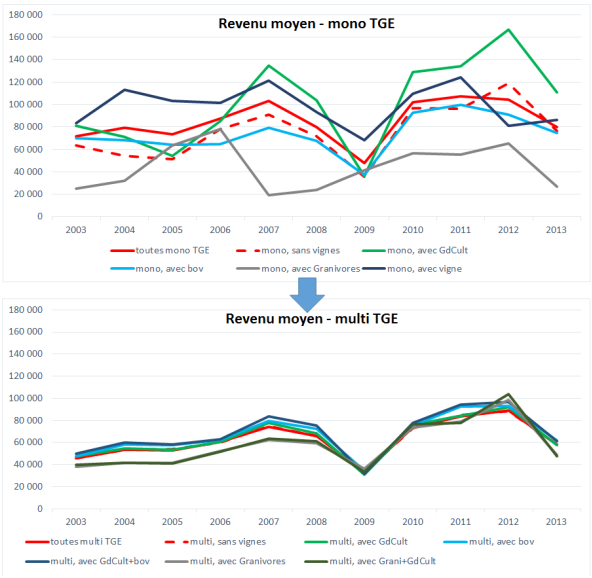


Figure 2 : Comparaison des revenus agricoles moyens des mono et multi TGE (€ courant)

Afin d'expliquer la formation de ces revenus, la mission s'est ensuite concentrée sur l'analyse des soldes intermédiaires de gestion des exploitations agricoles. En particulier, les consommations intermédiaires (différence entre la production d'exercice et la valeur ajoutée), les subventions d'exploitation (que l'on ajoute...), les charges de fermage et de personnel (... que l'on retranche à la valeur ajoutée pour obtenir l'excédent brut d'exploitation) des exploitations mono et multi spécialisées de très grande taille ont été comparées : cette étude indique que la multi spécialisation de très grande taille permet de cumuler les atouts des ateliers de grande culture, bovin et granivore (ex : maximisation des aides à la surface pour les grandes cultures, diminution des charges en intrants pour les élevages bovins et granivores) pour pallier leurs faiblesses (poids des charges pour aliments concentrés des granivores, poids du coût des intrants pour les grandes cultures).

De plus, la multi spécialisation de très grande taille semble permettre une saturation du potentiel de travail non salarié (figure 4), ce qui réduit mécaniquement les frais de personnel salarié de ces exploitations. Au contraire, les exploitations mono spécialisées de très grande taille emploient un nombre important de personnels salariés.

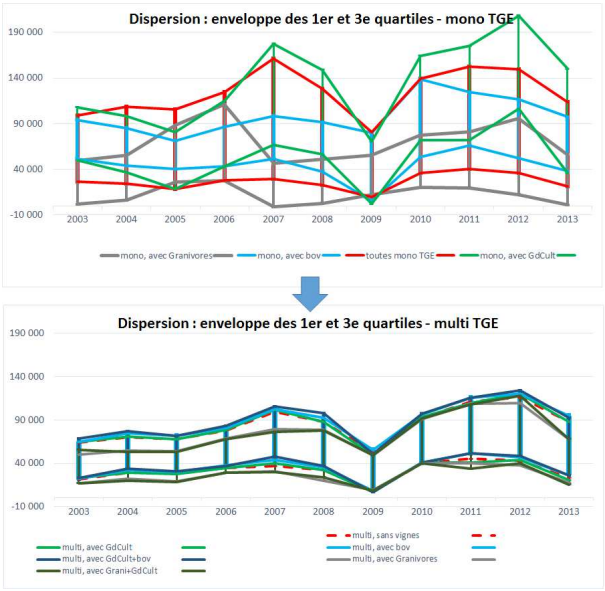


Figure 3 : Comparaison des dispersions des revenus agricoles des mono et multi TGE (€ courant)

En moyenne, le revenu par unité de travail annuel non salarié des exploitations multi TGE (environ 30 k€/an) est de moitié inférieur au revenu moyen des exploitations mono spécialisées de très grande taille (environ 60 k€). Ce revenu correspond toutefois à près de 2 SMIC bruts.

Taille	Nb. Ateliers	UTA total	UTA non salariés	UTA salariés
moyenne (25 à 100 k€ PBS)	1	1,4	1,1	0,2
	2	1,3	1,2	0,1
	3 et +	1,4	1,3	0,2
grande (100 à 200 k€ PBS)	1	2,1	1,5	0,6
	2	1,9	1,5	0,4
	3 et +	1,8	1,6	0,2
très grande (> 200 k€ PBS)	1	3,9	1,6	2,3
	2	3,1	2,1	1,0
	3 et +	2,9	2,2	0,7

Figure 4 : Nombre d'unités de travail annuel (UTA) par type d'exploitation

Des réponses et des questions : Vers une approche sociologique, de terrain? Quel apport pour l'action publique?

Ces observations éclairent la problématique dans la mesure où elles renforcent l'hypothèse de départ que les exploitations multi TGE disposent de leviers leur permettant de mieux résister aux fluctuations économiques. "Elles ne mettent pas tous leurs œufs dans le même panier" et, au prix d'un revenu moyen inférieur à celui des exploitations mono spécialisées, elles disposent d'une meilleure visibilité sur leurs résultats. Mais ces observations posent également de nombreuses questions : Au-delà de la résistance économique, les exploitants des multi TGE recherchent-ils d'autres finalités? De qui se composent leurs collectifs de travail? En plus d'une diversification des productions agricoles, ces exploitations s'appuient-elles sur des diversifications non agricoles (gîte rural, centre équestre,...)?... Autant de questions auxquelles il est difficile de répondre par la statistique et qui appellent à compléter la présente étude par des enquêtes sociologiques, sur le terrain, auprès des exploitations concernées.

D'autre part, ces résultats plaident pour un enrichissement du débat en cours relatif à la gestion des risques en agriculture. Si les outils assurantiels et les paiements contracycliques ont déjà été éprouvés outre Atlantique, les difficultés qu'ont eu les États-Unis à en maîtriser l'enveloppe budgétaire devraient amener les acteurs publics européens à repenser la politique des risques en agriculture. Sans aller jusqu'à une politique de structure dirigiste qui serait incompatible avec la diversité des agricultures françaises et européennes, la réflexion pilotée par FranceAgriMer sur la résistance structurelle micro économique des exploitations agricoles pourrait, à termes, inspirer une politique de gestion des risques hybride entre des outils assurantiels et une politique de soutien à des structures plus résistantes. De plus, penser à nouveau les structures agricoles, c'est refaire le lien entre la politique agricole et le terrain agricole : cette dynamique pourrait permettre aux acteurs publics de reprendre la main sur cette politique et de porter à nouveau une orientation claire pour l'agriculture, comme JC. Bureau et al. en appellent de leurs vœux, alors que "l'agriculture française est à l'heure des choix" [8].

Bibliographie (extrait de la bibliographie du rapport : les références correspondent à celles du rapport)

3. **AIGRAIN Patrick, AGOSTINI Dominique, LERBOURG Jérôme**, « Les exploitation agricoles comme combinaisons d'ateliers », in Agreste Les Dossiers, n°32 juillet 2016, Ministère de l'Agriculture, France Agrimer, France

5. **BOUËT Antoine** « La fin de l'exception agricole » in L'économie mondiale, Repère, 2002, pp 77-89

8. **BUREAU Jean-Christophe, FONTAGNE Lionel, JEAN Sébastien** « L'agriculture française à l'heure des choix », in les notes du conseil d'analyse économique, n°27, décembre 2015

13. **CORDIER Jean, ERHEL Antoine, PINDARD Alain, COURLEUX Frédéric**, « La gestion des risques en agriculture de la théorie à la mise en œuvre : éléments de réflexion pour l'action publique » in Notes et Études Économiques, Ministère en charge de l'Agriculture, 2008, pp.33-71. <hal-00729754>